

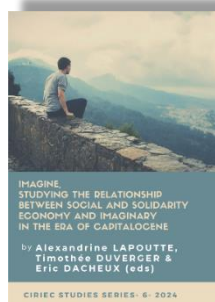
Utopies vertes, utopies locales : Le rôle des imaginaires de l'ESS dans les récits de transition



Timothée Duverger

Responsable de la chaire Terr'ESS à Sciences-Po Bordeaux
Président du Conseil d'orientation du CIRIEC-France

ARTICLE EXTRAIT DE L'OUVRAGE DU CIRIEC-INTERNATIONAL



Introduction

Les utopies vertes foisonnent depuis une cinquantaine d'année, en lien avec l'émergence de la question écologique dont le rapport Meadows sur les *Les limites de la croissance* paru en 1972 fournit un point de repère. Si les utopies s'essoufflent au cours d'un XXe siècle davantage marqué par les idéologies¹, elles font leur retour à partir des années 1970, tant à travers la philosophie de l'écologie profonde² que les fictions utopiques. Le genre littéraire est ainsi renouvelé par les écotopies, qui sont cependant, dans ce contexte, traversées d'ambiguïtés, prises entre utopies et dystopies³, à l'instar du roman *Les Dépossédés* publié par Ursula Le Guinn en 1974.

Inventée par Thomas More en 1516, l'utopie vient du grec *utopia* et signifie « sans lieu ». Une autre signification lui est donnée dans le sizain placé en exergue du livre éponyme, où l'humaniste la rapproche par un jeu de mot du « bon lieu », l'*eutopia*. Née d'un récit fictionnel, dont le titre latin d'origine *nusquama* veut dire « nulle part », l'utopie est toujours renvoyée au domaine de l'imaginaire. Elle est perçue comme un idéal qui, bien que rationnel, l'éloigne de toute réalité. Si le Larousse la définit comme « une construction imaginaire et rigoureuse d'une société, qui constitue, par rapport à celui qui la réalise un idéal ou un contre-idéal », il la présente aussi comme « un projet dont la réalisation est impossible, [une] conception imaginaire ». Un glissement se produit ainsi de l'imaginaire vers l'irréalisable, ce qui a pour conséquence deux tensions.

¹ Paul Ricoeur, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Seuil, 1997.

² Arne Naess, « The shallow and the deep, long-range ecology movement. A summary », *Inquiry. An Interdisciplinary Journal of Philosophy*, Vol.16, Issue 1-4, 1973, p.95-100.

³ Jean-Paul Délégé, « Utopies et dystopies écologiques », *Écologie et politique*, n°37, 2008/3, p.33-43.

La première est soulignée par Henri Desroche : « Aucune caravane utopique n'a atteint son mirage. Mais sans ce mirage, aucune caravane ne se serait mise en route »⁴. Les utopies sont porteuses d'un horizon d'attente qui a des implications sur le présent. Si elles restent toujours inabouties, elles n'en sont pas moins génératrices d'actions. Une seconde tension tient à ce que « l'utopie qui n'est nulle part, est cependant d'abord un espace », selon Françoise Choay⁵. Il est ainsi possible de parler d'utopies locales. Ce sont bien souvent des cités idéales, dans lesquelles les communautés politiques sont situées.

Les utopies entretiennent donc un rapport spécifique au temps comme à l'espace, dont l'action fournit les arrangements. Il existe un lien étroit entre les utopies et leurs expérimentations, de sorte que « la preuve de l'utopie relève de l'épreuve utopique »⁶. C'est à ce point d'articulation entre les utopies écrites et les utopies pratiquées que se trouve l'économie sociale et solidaire (ESS). Et les utopies vertes n'y font pas exception. Bien qu'elle y soit rarement explicitée, l'ESS occupe une place particulière dans la conception d'une société soutenable⁷.

Cela soulève immédiatement une question : quel est le rôle des imaginaires de l'ESS dans les récits de la transition ? Il est bien connu que les utopies sociales étaient l'une des principales sources de l'ESS au XIXe siècle⁸. Pour certaines d'entre elles, la question écologique était bien présente, ce qui s'observe chez le fouriérisme⁹ comme dans *Les Nouvelles de nulle part* de William Morris¹⁰. Les écotopies renouent avec cette filiation en l'actualisant pour anticiper des sociétés post-industrielles.

Pour répondre à cette question, nous croiserons trois ouvrages qui ont un noyau commun autour du principe « *small is beautiful* ». On y retrouve bien l'essai publié par Ernest F. Schumacher en 1973¹¹, qui est cité par la spécialiste des utopies vertes, Lisa Garforth, comme l'une des œuvres les plus influentes de la période¹². S'y ajoute *Ecotopia*, publié deux ans plus tard par Ernest Callenbach, qui s'en inspire très directement pour élaborer le modèle de l'utopie verte¹³. Nous confronterons ces deux ouvrages à l'essai de Rob Hopkins consacré à l'imagination, paru à plus de quarante ans

⁴ Henri Desroche, *Le projet coopératif, son utopie et sa pratique, ses appareils et ses réseaux, ses espérances et ses déconvenues*, Paris, Économie et humanisme/Éditions ouvrières, 1976.

⁵ Françoise Choay, *La règle et le modèle. Sur la théorie de l'architecture et de l'urbanisme*, Paris, Seuil, 1980.

⁶ Thierry Paquot, « Les lieux des utopies. Petit catalogue commenté », *Diogenes*, n°273-274, 2021, p.86-104.

⁷ Voir par exemple : François Deblangy, « Beyond Green-Washing : Sustainable Development and Environmental Accountability through Co-operators'Eyes (A French Perspective) », in Julian Manley, Anthony Webster and Olga Kuznetsova (Edited by), *Co-operation and Co-operatives in 21st-Century Europe*, Bristol, Bristol University Press, p.39-59.

⁸ André Gueslin, *L'invention de l'économie sociale. Le XIXe siècle français*, Paris, Economica, 1987.

⁹ René Scherer, *L'écophilosophie de Charles Fourier*, Paris, Anthropos, 2001.

¹⁰ William Morris, *News from nowhere or an epoch of rest being some chapters from a utopian Romance*, London/Edinburgh/Paris, Thomas Nelson and Sons, 1890.

¹¹ Ernst Friedrich Schumacher, *Small is beautiful. A study of economics as if people mattered*, London, Blond and Briggs, 1973.

¹² Lisa Garforth, *Green utopias. Environmental hope before and after nature*, Cambridge, Polity, 2018..

¹³ Ernest Callenbach, *Ecotopia. The notebooks and report of William Weston*, Berkeley, Banyan Tree Books, 1975.

de distance¹⁴, qu'il débute par un récit utopique. Cet ajout n'a rien de fortuit, le mouvement des villes en transition, dont il est le fondateur, est né à Totnes, où se situe le Schumacher College créé en 1991 pour former à l'écologie. Rob Hopkins, qui y a enseigné la permaculture, a également été le récipiendaire en 2008 du prix Schumacher, octroyé par la Schumacher Society pour son *Manuel de transition* paru chez l'éditeur Green books dont le siège est aussi à Totnes¹⁵.

À travers ces trois ouvrages, nous chercherons à saisir le rôle des imaginaires de l'ESS dans les récits de la transition, d'abord en précisant leurs coordonnées utopiques, c'est-à-dire leur double rapport au temps et à l'espace. Nous verrons ensuite que ces imaginaires de l'ESS favorisent un réencastrement de l'économie et de la technique dans la société. Enfin, ces imaginaires s'inscrivent dans des stratégies de transformation, qui reposent sur des expérimentations conçues comme des modèles à essaimer.

Les coordonnées utopiques

La localisation des utopies impose de saisir leurs coordonnées selon deux axes : le rapport au temps et le rapport à l'espace. Le processus d'autonomisation qui les sous-tend peut les rapprocher de la théorie méso-régulationniste, selon laquelle « les espaces méso qui émergent [...] s'autonomisent du niveau macroéconomique au sens où ils ne sont pas nécessairement conformes aux secteurs moteurs ou dominants, ni identiques, ni marqués par une isomorphie. Ils sont structurés par des dispositifs institutionnels qui sont « méso-économiques » par construction socio-historique. Ils se définissent par une structure de règles »¹⁶.

La futurité

Parmi les canaux de différenciation à l'œuvre dans les processus de constitution des espaces méso, on retrouve la futurité, autrement dit les représentations du futur portées par les personnes et les organisations, qui identifient particulièrement l'ESS mais aussi les récits de la transition. C'est un fil particulier que la transition tisse entre le passé, le présent et l'avenir. Dans les termes de Reinhart Koselleck¹⁷, nous pourrions dire qu'elle conjugue un champ d'expérience, ramené à l'ère des fossiles, et un horizon d'attente post-carbone. Loin de tout déterminisme, la transition agit sur le présent pour faire advenir le futur attendu.

Au cours de ses conférences, Rob Hopkins invite les participants à fermer les yeux et à imaginer le futur, non pas tel qu'il devrait être, mais tel qu'il serait si tout ce qui pouvait être fait pour la transition l'avait été. Il ne s'agit donc pas de fantasmer une citée idéale qui serait hors d'atteinte, ni de relayer un catastrophisme qui mène à l'inaction, mais

¹⁴ Rob Hopkins, *From what is to what if. Unleashing the power of imagination to create the future we want*, White River Junction, Chelsea Green Publishing, 2019.

¹⁵ Rob Hopkins, *The transition handbook. From oil dependency to local resilience*, Totnes, Green books, 2008.

¹⁶ Thomas Lamarche et al., « Saisir les processus méso : une approche régulationniste », *Économie appliquée*, n°1, 2021, p.13-49.

¹⁷ Reinhart Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990.

d'imaginer un futur possible et désirable pour inciter au passage à l'action. Rob Hopkins cherche ainsi à « créer la nostalgie d'un futur enthousiasmant »¹⁸.

Les premières pages de son essai s'ouvrent par un tel récit, à la première personne, dans lequel on retrouve la description d'une utopie verte et locale : habitat écologique, jardins partagés, transports collectifs et pistes cyclables, déclin de la voiture, pédagogies alternatives, boulangerie solidaire, tiers-lieux, production locale, réduction du temps de travail, revenu universel, projets communautaires, réappropriation des rues, démocratie participative, enrichissement de la biodiversité, revitalisation du lien social, etc. Il en appelle ainsi à « des récits d'un quotidien tel qu'il pourrait advenir si nous pouvions, dans les vingt prochaines années, rassembler tout notre courage, faire briller notre intelligence, prendre des décisions afin de trouver des solutions à la mesure des enjeux auxquels nous devons faire face et construire un futur qui nous convienne »¹⁹.

Cette approche se retrouve également dans *Ecotopia* d'Ernest Callenbach. La scène se déroule vingt ans après la sécession de trois États de la côte Ouest des États-Unis, la Californie, l'Orégon et l'État de Washington. Le narrateur est un journaliste du *Time-Post* qui s'y rend pour rompre l'isolationnisme, « comprendre cette nation » et vérifier le résultat des « expérimentations sociales » qui s'y mènent. Considérant au début les idées écotopiennes comme une « menace », William Weston – c'est le nom du narrateur – finit par s'y convertir et reste vivre en *Ecotopia*. Ce procédé narratif vise le réalisme, tant à travers le reportage qui s'attache aux faits que par la description d'actions concrètes. Comme Rob Hopkins, Ernest Callenbach refuse de se situer dans l'utopie, il évoque une « semi-utopie »²⁰ pour caractériser non pas un monde parfait, mais un monde qui est « sur la bonne voie ». En transition pourrions-nous dire.

Cette expérience du temps peut être rapprochée de la « brèche dans le temps » évoquée par Hannah Arendt. Elle la décrit comme « un étrange entre-deux qui s'insère parfois dans le temps historique où non seulement les historiens mais les acteurs et les témoins, les vivants eux-mêmes prennent conscience d'un intervalle dans le temps qui est entièrement déterminé par des choses qui ne sont plus et par des choses qui ne sont pas encore ». Elle en conclut que de tels instants « peuvent receler le moment de la vérité ».

Pour comprendre le phénomène, Hannah Arendt reprend la parabole dans laquelle Franz Kafka met en scène un homme pris en étau entre deux forces antagonistes : le passé qui le pousse et le futur qui lui barre la route. Mais, à la différence de lui, elle ne se représente pas un temps linéaire. La ligne du temps est brisée à ce point d'intersection. Le double flux, qui se serait heurté sans l'homme, offre à celui-ci un « champ de bataille » où se tenir pour déployer son activité de pensée, aussi infinie que les deux forces qui en sont à l'origine. Cette brisure permet de lutter « contre le futur qui nous repousse dans le passé »²¹.

¹⁸ Conférence de Rob Hopkins, « Accélérons la transition ! », Hôtel de Ville de Bordeaux, 5 avril 2023.

¹⁹ Rob Hopkins, *Op.cit.*, 2019.

²⁰ Brice Matthieussent, « Préface : Changer », in Ernest Callenbach, *Ecotopia*, Paris, Folio, 2018.

²¹ Hannah Arendt, *La crise de la culture. Huit exercices de pensée politique*, Paris, folio, 2018.

L'ancrage territorial

Cette futurité s'ancre dans les territoires, et pas seulement par construction narrative. Certes, les utopies sont le plus souvent localisées, mais pour les utopies vertes le « local » est central. L'influence de Schumacher se fait ici sentir. S'intéressant aux questions d'échelle et dénonçant « l'idolâtrie du gigantisme », il conclut que « les gens ne peuvent être eux-mêmes qu'en petits groupes, d'une taille convenable. Il nous faut donc apprendre à penser en termes de structure articulée, capable de faire face à une multiplicité de petites unités »²². Les utopies vertes sont ainsi d'abord des utopies locales ou, dans un langage foucauldien, des hétérotopies, c'est-à-dire « des lieux réels, des lieux effectifs, des lieux qui sont dessinés dans l'institution même de la société, et qui sont des sortes de contre-emplacements, sortes d'utopies effectivement réalisées dans lesquelles tous les autres emplacements réels que l'on peut trouver à l'intérieur de la culture sont à la fois représentés, contestés et inversés, des sortes de lieux qui sont hors de tous les lieux, bien que pourtant ils soient effectivement localisables »²³.

La dimension locale est consubstantielle de la transition promue par Rob Hopkins. Le mouvement débute à Totnes, ville de 9 000 habitants du sud-ouest de l'Angleterre dans laquelle il s'appuie sur un réseau écologiste très dense (école Steiner, restaurants végétariens ou biologiques, centre Ernst F. Schumacher, magasin de pompes funèbres écologistes, etc.), bien que prenant place dans une ville dirigée par les conservateurs. En lien avec l'objectif prioritaire d'une transition post-pétrole, la transition implique une relocalisation de l'agriculture, mais aussi de l'économie (monnaies locales), de l'énergie, de la démocratie, de l'éducation, du tourisme, de la santé, etc²⁴. Le *Manuel de transition* qui en présente la méthodologie déploie le mouvement à l'échelle des villes. Dans *Et si...*, Rob Hopkins débute son récit imaginaire à l'échelle d'un quartier et l'achève en appelant ses lecteurs à l'action : « Sortez, allez le chercher [le rêve], faites-le vivre dans votre quartier, dans votre ville »²⁵.

On retrouve cette structure décentralisée dans *Ecotopia*. Le narrateur souligne que « les écotopiens démantelèrent leur système national de recettes et de dépenses publiques pour en transférer presque intégralement le contrôle aux collectivités locales ». Ils estiment de la sorte que « la réorganisation de leurs cités en constellations de mini-villes et la dispersion continue des citadins dans les campagnes assureront l'amélioration de leurs conditions de vie »²⁶. Cette distribution locale du pouvoir s'accompagne d'un maillage des services (santé, école) comme de l'économie, et donc d'un déclin démographique des grandes villes au profit d'un rééquilibrage de l'aménagement du territoire.

Les utopies vertes se conçoivent d'abord à un niveau méso, qui lui-même se concrétise dans un espace local revitalisé. Comme le relève l'école de la proximité, l'ancrage

²² Ernst Friedrich Schumacher, *Op.cit.*

²³ Michel Foucault, « Des espaces autres », *Empan*, 2004/2, n°54, p.12-19.

²⁴ Luc Semal et Mathilde Szuba, « Villes en transition : imaginer les relocalisations en urgence », *Mouvements*, 2010/3, n°63, p.130-136.

²⁵ Rob Hopkins, *Op.cit.*, 2019.

²⁶ Ernest Callenbach, *Op.cit.*

territorial « naît quand l'organisation territoriale (proximité géographique) s'avère capable de générer des effets de proximité organisationnelle et institutionnelle fondés sur l'interaction et la coopération entre unités dans une même proximité géographique »²⁷. En générant des écosystèmes dynamiques, les dispositifs de relocalisation permettent d'ancrer dans les territoires la futurité liée à la transition.

La coopération, entendue comme la construction d'une œuvre commune, est au cœur du travail de valorisation et de spécification des ressources locales. Les potentiels locaux sont mobilisés par la créativité des populations locales pour régénérer les solidarités de proximité et résister aux effets des crises à travers le développement par exemple d'innovations organisationnelles ou sociales²⁸. Elle y joue un rôle clé d'intermédiation territoriale en engageant « un ensemble de processus, formels et informels, institutionnalisés ou non, régulateurs des relations entre acteurs - principalement locaux - et de leurs comportements, afin de favoriser le projet de développement territorial et de construction des territoires projets »²⁹. C'est le levier d'un réencastrement de l'économie dans le territoire, venant suppléer la crise de la coordination marchande ou des politiques publiques.

Le réencastrement de l'économie

Dans les utopies vertes, l'ESS est le principal vecteur du réencastrement de l'économie et de la technique dans la société. Selon la théorie polanyienne³⁰, il existe un double mouvement : d'une part, le libéralisme économique vise à établir un marché autorégulateur et, d'autre part, la protection sociale passe par des régulations relevant de l'État, comme les législations, mais aussi de formes d'action collective. Parmi ces dernières, le contre-mouvement peut être défensif pour préserver les droits existants, mais aussi offensif, comme dans le cas des utopies vertes, pour rechercher de nouvelles voies de démarchandisation³¹.

De la coopération aux coopératives

Les utopies vertes reposent sur des imaginaires de l'économie sociale et solidaire. Les enfants écotopiens sont éduqués à la coopération. Ils ont des ateliers, dans lesquels il n'y a pas de patron, les décisions sont prises collectivement et les bénéfices sont affectés pour partie à parts égales entre eux et pour une autre partie à l'achat de matériel scolaire. Ni privées, ni publics, les écoles elles-mêmes sont la propriété des professeurs.

²⁷ Jean-Benoît Zimmerman, « Le territoire dans l'analyse économique : proximité géographique et institutionnelle », *Revue française de gestion*, Vol.4, n°184, 2008, p.105-118.

²⁸ André Torre, « Théorie du développement territorial », *Géographie, économie, société*, Vol.17, n°3, 2015, p.273-288.

²⁹ Fabien Nadou et Bernard Pecqueur, « Pour une socioéconomie de l'intermédiation territoriale : une approche conceptuelle », *Géographie, économie, société*, Vol.22, 2020/3, p.245-263.

³⁰ Karl Polanyi, *The great transformation*, New York/Toronto, Rinehart, 1944.

³¹ Geoff Goodwin, « Rethinking the Double Movement : Expanding the Frontiers of Polanyian Analysis in the Global South », *Development and Change*, Vol.49, Issue 5, p.1268-1290.

Un vaste mouvement de récupération des entreprises a eu lieu en Ecotopia suite à la sécession qui a provoqué l'exil des propriétaires. La plupart des fermes, usines et magasins sont ainsi devenus la propriété des travailleurs. Des exemples français datant de la fin des années 1960 sont mentionnés, dont on peut supposer qu'ils renvoient en particulier à Lip, dont l'usine a été occupée en 1973 pour contester sa fermeture, sous le mot d'ordre : « C'est possible : on fabrique, on vend, on se paie ».

C'est ainsi l'« autogestion ouvrière » qui prévaut. Si la notion de coopérative est peu employée, surtout pour les coopératives de consommateurs, on en retrouve tous les fondements : « personne n'a le droit de monter une affaire, d'engager des employés, de les virer dès qu'il n'en a plus besoin et d'empocher les bénéfices au passage »³². Les entreprises sont régies par les principes du « partenariat » (propriété collective ; une personne, une voix) et de l'intéressement. Cette reconfiguration du rapport au capital aboutit à l'interdiction des investissements externes, seuls étant permis les prêts émanant du système bancaire national. Ces entreprises sont enfin limitées à une taille maximale de trois cents employés, selon le principe « *small is beautiful* ».

L'inspiration provient très directement du livre d'Ernst Friedrich Schumacher, dans lequel est mis en exergue le Scott Bader Commonwealth. Fondée en 1920, l'entreprise Scott Bader & Co Ltd est spécialisée dans la production de résines de polyester. De l'aveu de son propriétaire, [il butait] « contre la philosophie capitaliste qui divise les gens en dirigés d'un côté et dirigeants de l'autre »³³. Jugeant insuffisante la pratique de la participation aux bénéfices, il a donc créé en 1951 le Commonwealth, ou propriété commune, dans lequel il a transféré 90% de la propriété (les 10% restants l'ayant été en 1963).

Il y a ensuite associé une constitution visant à imposer certaines limites à l'entreprise. Limitée à 350 salariés, l'entreprise prévoit un écart de salaires d'un à sept. Elle est composée de « partenaires » et non d'employés, son conseil d'administration étant nommé par le Commonwealth et responsable devant lui. Si 60% des bénéfices sont affectés aux impôts et à l'autofinancement, les 40% restants le sont au Commonwealth, une moitié étant utilisée pour le versement de primes aux travailleurs et l'autre moitié pour des œuvres caritatives.

Pour le post-croissant Timothée Parrique, « l'ESS [...] c'est l'économie du futur réellement existante »³⁴. Il s'intéresse tout particulièrement aux coopératives et les articule à la qualité de société à mission créée par la loi Pacte de 2019 et inspirée des B Corp américaines, qui prévoit la possibilité pour les entreprises de se doter d'une mission, c'est-à-dire d'inscrire dans leurs statuts un ou plusieurs objectifs sociaux ou environnementaux qu'elles poursuivent dans le cadre de leurs activités. Timothée Parrique propose non seulement de transformer cette possibilité en obligation légale,

³² Ernest Callenbach, *Op. cit.*

³³ Ernst Friedrich Schumacher, *Op. cit.*

³⁴ Timothée Parrique, entretien réalisé par Camille Dorival et Timothée Duverger, « L'ESS, c'est l'économie du futur réellement existante », *Carenews*, 18 janvier 2024. Disponible à l'adresse : <https://www.carenews.com/carenews-info/news/l-ess-c-est-l-economie-du-futur-reellement-existante-entretien-avec-l-economiste>

mais également de « démocratiser l'économie », donc de « transformer toutes les entreprises privées en coopératives » pour garantir que l'économie soit mise au service des besoins des territoires et des populations³⁵.

Une telle conversion des entreprises pourrait s'inspirer des *employee stock ownership plans* (Esop) existant aux États-Unis³⁶. Ce dispositif, bénéficiant d'incitations fiscales, permet aux entreprises de créer un trust chargé d'acquérir les titres de propriété de la société, à partir d'un mécanisme combinant le prélèvement d'une part des bénéfices et de l'endettement. Le trust est le plus souvent géré par un comité d'Esop, dans lequel siègent des représentants des dirigeants et des salariés. Une adaptation européenne est actuellement en cours d'expérimentation sous forme coopérative en Slovaquie³⁷ et à l'étude au sein de la confédération générale des Scop et des Scic en France³⁸.

Les modèles

Les coopératives sont également très présentes dans *Et si* de Rob Hopkins. Elles forment même des écosystèmes coopératifs, des modèles susceptibles d'être dupliqués. Il mentionne d'abord la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise (CATL) lancée en 2013 par le collectif Liège en Transition pour relocaliser le système alimentaire. Rob Hopkins reformule l'enjeu de cette initiative dans ses termes : « Et si, en l'espace d'une génération, la majorité des aliments consommés dans la ville provenaient de terres avoisinantes ? »³⁹ La CATL est née de la rencontre entre les groupes d'achats alimentaires et les coopératives privilégiant des circuits courts.

À Liège, ce sont plus particulièrement les groupes d'achats communs (GAC) qui se développent pour construire des circuits courts entre la ville centre et les producteurs se trouvant en périphérie. Peu institutionnalisés, leur pérennité s'avère fragile, reposant sur l'engagement de leurs membres. Aucun contrat n'y lie les producteurs et les consommateurs et il n'existe pas d'instance de coordination. Ils se renouvellent en conséquence rapidement. Des coopératives de consommation se diffusent également pour développer des circuits courts à travers des magasins, qui peuvent aussi héberger des plateformes d'achats et de ventes des produits voire approvisionner les GAC, et parfois prendre la forme de supermarchés coopératifs dans lesquels les coopérateurs s'engagent de manière bénévole à réaliser certaines tâches. Les coopératives sont plus stables, impliquent plus largement à leur gouvernance les parties prenantes des territoires et cherchent à construire des systèmes agro-alimentaires alternatifs⁴⁰.

³⁵ Timothée Parrique, *Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance*, Paris, Seuil, 2022.

³⁶ Nicolas Aubert, « L'actionnariat salarié aux États-Unis. Guide de l'épargne et de l'épargnant. Ce que l'épargnant doit savoir, 2020. hal-02514614v2.

³⁷ Tej Gonza, « L'Esop, une piste pour l'économie sociale. Les perspectives d'un actionnariat social salarié dans l'UE », Chaire TerrESS, 7 décembre 2022. Disponible à l'adresse : <https://chaireterres.hypotheses.org/2827>

³⁸ Timothée Duverger et Christophe Sente, « Vers une République du travail : proposition pour une Europe sociale », *Note*, Fondation Jean-Jaurès, 17 mai 2024. Disponible à l'adresse : https://www.jean-jaurès.org/publication/vers-une-republique-du-travail-proposition-pour-une-europe-sociale/?post_id=56497&export_pdf=1

³⁹ Rob Hopkins, *Op.cit.*, 2019.

⁴⁰ Antonia Bousbaine, « Des initiatives pour manger local : le cas wallon », *Pour*, n°239, 2021/1, p.69-84.

Dans ce contexte, la CATL a été créée sous forme d'association sans but lucratif pour « favoriser le développement de l'alimentation et des filières courtes et locales, en sensibilisant à ces thématiques, en soutenant les acteurs qui les composent et en facilitant leur développement ». Concrètement, cela l'amène à mener un travail de diagnostic territorial et de prospective, ainsi que des actions de sensibilisation des parties prenantes dont le Festival Nourrir Liège, ou encore à proposer des accompagnements à destination de la restauration collective comme des politiques locales.

Les synergies entre la ville et sa campagne nourricière visent à nourrir les populations, créer des emplois et préserver des terres agricoles. Elle fédère une centaine de maraîchers et favorise la structuration d'une filière coopérative. On compte aujourd'hui une trentaine de coopératives, parmi lesquelles on retrouve des activités de distribution (magasins, plateformes de vente, etc.), de production (maraîchers, fermes, brasserie, vin, etc.) et de service (plateformes de livraison, accès au foncier, etc.). Le modèle initié par Liège s'est diffusé depuis dans les villes de Charleroi, Verviers, Tournai ou encore Namur.

Sur la manière dont les communautés locales s'emparent de l'économie, Rob Hopkins cite également le « modèle de Preston ». Au début des années 2010, cette ville frappée par la désindustrialisation et l'austérité consécutive à la crise des *subprimes* a décidé de ne plus dépendre des investissements extérieurs pour son développement, suite à leur échec dans le cadre du projet de renouvellement urbain baptisé « Tithebarn »⁴¹. Elle a ainsi mis en œuvre une stratégie de « community wealth building » (CWB). Suite à l'analyse des dépenses publiques de ses principales institutions dites « d'ancrage », parmi lesquelles on compte l'administration locale, l'université, la police ou le principal bailleur social, la ville de Preston a constaté que seules 5% de leurs dépenses restaient à Preston et 39% dans la région du Lancashire. Elles se sont élevées respectivement à 19% et 81% après 5 ans de mise en œuvre.

Cela a soulevé la question suivante reformulée par Rob Hopkins : « Et si nous disposions d'une économie bien plus démocratique et que nous placions différentes formes d'activité, de production et de propriété économiques directement dans les mains du public et de la communauté »⁴² ? Ils se sont inspirés du complexe coopératif de Mondragón et des Evergreen cooperatives de Cleveland, un réseau de coopératives qui ont permis de répondre aux marchés publics tout en fournissant des emplois à des personnes en étant très éloignées avec des salaires décents et une participation aux bénéfices comme à la gouvernance.

À partir d'une nouvelle approche des marchés publics conçue en partenariat avec un think tank, le *Centre for Local Economic Strategies*, ainsi que l'Université du Lancashire central qui a recommandé le développement d'un écosystème coopératif, la ville de Preston a réussi à mobiliser des fournisseurs locaux. Les dépenses publiques sont ainsi passées de 38 M£ qui restaient en 2013 à Preston à 111 M£ en 2017 et de 111 M£ à 486

⁴¹ Julian Manley and Philippe B. Whyman (Edited by), *The Preston Model and Community Wealth Building. Creating a Socio-Economic Democracy for the Future*, London, Routledge, 2021.

⁴² Rob Hopkins, *Op.cit.*, 2019.

M£ dans le Lancashire sur la même période. Cela a notamment soutenu le développement de coopératives dans les secteurs de la restauration, de la technologie et du numérique. Le chômage est quant à lui passé de 6,5% en 2014 à 3,1% en 2017.

Cette stratégie de CWB se déploie autour de 5 axes : l'alliance des institutions publiques locales pour rediriger localement la dépense publique, la stimulation de la capacité d'initiative et l'émergence d'une économie locale plurielle et démocratique (entreprises locales ou à vocation sociale, coopératives, etc.), la redirection locale de l'investissement des banques et des fonds de pension locaux, des conditions d'emploi et de salaire décentes pour les travailleurs, l'usage du foncier et de la propriété au service des habitants et des groupes locaux. De récents développements intègrent l'économie verte et la lutte contre le changement climatique⁴³.

Conclusion

L'ESS a un rôle majeur à jouer dans les imaginaires de la transition, dans lesquels elle occupe des fonctions médiatrices. Elle fournit aux utopies vertes leurs coordonnées, en croisant à la fois une futurité particulière, la « nostalgie d'un futur enthousiasmant » selon les termes de Rob Hopkins, et un fort ancrage territorial directement inspiré du principe « Small is beautiful ». L'ESS apparaît ainsi comme une utopie locale en actes, porteuse d'un autre futur que les récits ont pour fonction de mettre en scène.

Les processus de coopération peuvent dans ce contexte être analysés comme un mode de coordination qui diffère de l'économie de marché et de l'économie administrée. S'ils concernent tous les domaines, ils trouvent à se concrétiser particulièrement dans l'économie à travers les coopératives et plus largement des écosystèmes coopératifs. Dans les utopies vertes, les entreprises sont ainsi la propriété des travailleurs et non du capital, que cela soit à partir de créations ou de reprises. Des modèles sont cités, comme la CATL de Liège ou la Ville de Preston, qui essaient dans d'autres territoires.

Cependant, si la place de l'ESS est significative, elle n'est souvent pas identifiée comme telle, ni comme mouvement structuré autour d'une référence commune. Les initiatives qui s'y rapportent n'en couvrent qu'une partie, les coopératives et plus particulièrement les Scop, et s'inscrivent dans le référentiel de la transition dans lequel elles sont réduites à un rôle strictement fonctionnel. Cela aboutit à son invisibilisation, tandis que prévaut la démocratie participative.

L'ESS peut ainsi être considérée comme une économie de la post-croissance. D'une part, elle propose un contre-modèle à l'entreprise conventionnelle. Son but non lucratif l'oriente comme une économie des besoins plutôt que comme une économie des profits. C'est d'autre part un contre-modèle de développement à la croissance

⁴³ « Preston Supports Climate Change and Community Wealth Building Through New Funding », 25 mai 2023. Disponible à l'adresse : <https://www.preston.gov.uk/article/7177/Preston-Supports-Climate-Change-and-Community-Wealth-Building-Through-New-Funding>

extractiviste en révélant et mobilisant les ressources locales dans une logique endogène⁴⁴.

Il en ressort la nécessité pour l'ESS de se réapproprier les utopies vertes pour instituer ses propres imaginaires. Alors que l'intercoopération, autrement dit la coopération entre les organisations de l'ESS, relève trop souvent de l'incantation, elle pourrait être ainsi mise en récit au service d'une cause plus grande qu'elle-même.

⁴⁴ Timothée Duverger, « L'économie sociale et solidaire, un mode d'entreprendre pour la post-croissance ? », *Mondes en décroissance*, à paraître.